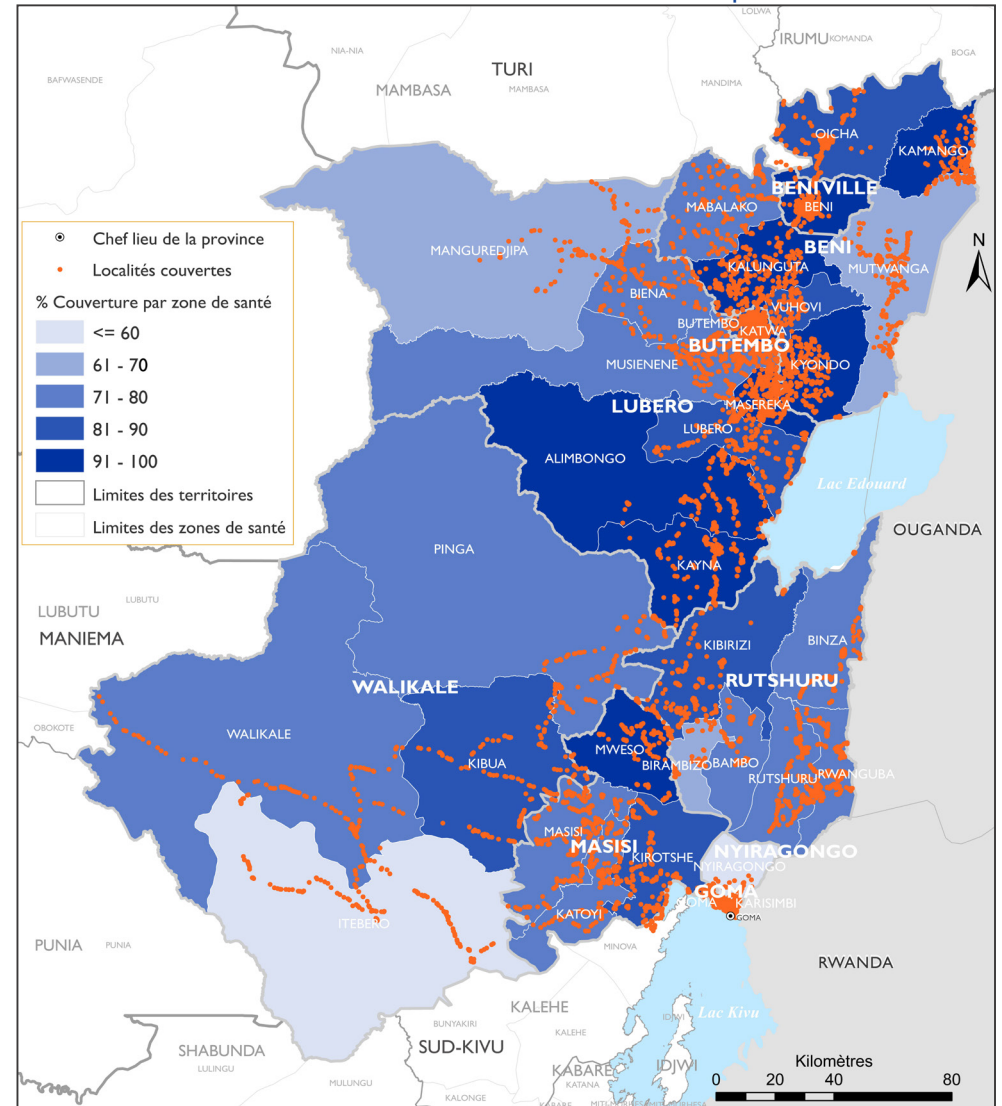


L'OIM a une politique de tolérance zéro à l'égard de l'exploitation et les abus sexuels. Signalez la fraude ou la mauvaise conduite (exploitation et les abus sexuels) de manière confidentielle : 49 55 55 ou à travers le site <https://weareallin.iom.int>



**Carte 1: Couverture DTM du Nord Kivu, par zone de santé**



## INTRODUCTION

Ce tableau de bord présente les principaux résultats de suivi des mouvements de populations dans la province du Nord Kivu, à l'issue du dixième cycle d'évaluation conduit par l'unité la Matrice de suivi des déplacements (*Displacement Tracking Matrix - DTM*, en anglais) de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Ces évaluations ont été réalisées à travers un exercice de collecte de données conduit du 4 août au 1 septembre 2023, en collaboration avec l'ONG nationale, Actions Humanitaires et d'Aide au Développement Intégré (AHADI) et la Division Provinciale des Actions Humanitaires et Solidarité Nationale (DIVIAH-SN/Nord-Kivu). Lors de ce cycle, un total de 6 357 villages, couvrant 34 zones de santé (ZS), ont été évalués à travers des consultations avec 19 411 informateurs clés.

*Les cartes de ce rapport ne sont fournies qu'à titre d'illustration. Les représentations ainsi que l'utilisation des frontières et des noms géographiques sur ces cartes peuvent comporter des erreurs et n'impliquent ni jugement ni sur le statut légal d'un territoire, ni reconnaissance ou acceptation officielles de ces frontières de la part de l'OIM. Sources: OpenStreetMap (OSM). Les coordonnées GPS n'ont pas été contre-vérifiées sur le terrain. Certaines limites géographiques ne coïncident pas avec les données collectées.*

# DÉPLACEMENTS

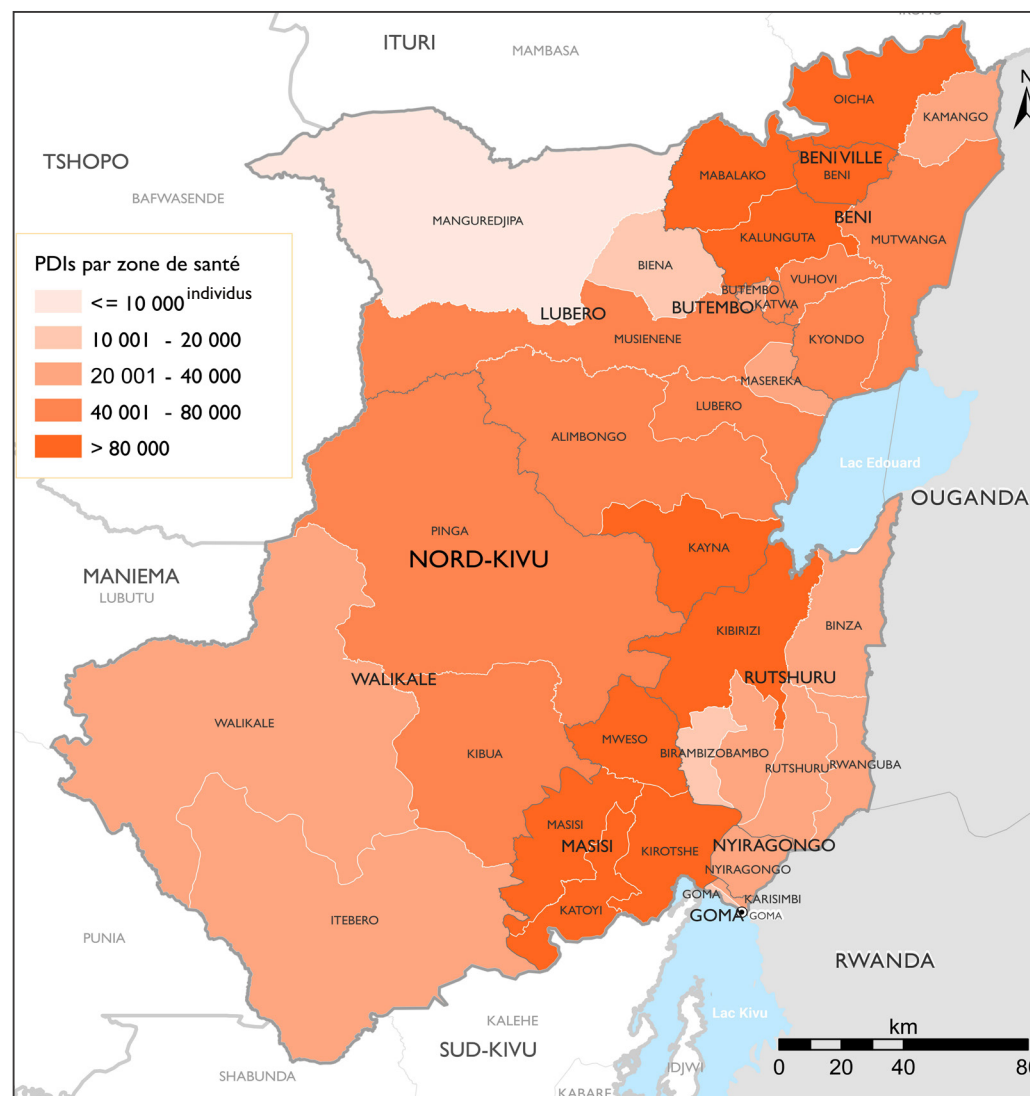
Au cours de ce dixième cycle d'évaluation conduit entre août au septembre 2023, les évaluations DTM ont permis de comptabiliser un total de 2 300 163 personnes déplacées internes (PDI) dans la province du Nord-Kivu dont : 1 826 919 PDI dans la communauté d'accueil depuis les 36 derniers mois (comparé aux 1 430 694 arrivées au cours des 24 derniers mois), 48 015 personnes au travers des 62 sites non-couverts par le mécanisme CCCM, et 425 229 personnes dans les 124 sites/centres collectifs sous la coordination du mécanisme CCCM identifiés dans le cadre de cet exercice. Ceci représente une diminution de 10 pour cent par rapport au stock de 2 544 880 personnes en situation de déplacement lors de la dernière évaluation conduite entre février et mai 2023. Des réductions du stock total de personnes déplacées ont été observées dans tous les territoires de la province, à l'exception de Masisi, qui a connu une augmentation de 136 000 personnes par rapport au cycle d'évaluation précédent, mené plus tôt en 2023. (F1).

La population des personnes déplacées vivant dans les sites couverts par la CCCM a considérablement augmenté (425 mille contre 146 mille lors de la précédente round de MT). Ceci est dû en grande partie à l'incorporation de sites précédemment non couverts, sous le mécanisme CCCM dans l'intérim. Une proportion importante (50%) des PDI déplacées en famille d'accueil au cours des 24 derniers mois, soit 717 695 individus, l'ont été en raison de la crise M23. Les territoires qui ont accueilli le plus de personnes déplacées sont Masisi (27%), Rutshuru (24%), et Goma (20%).

Selon les données récoltées, la majorité des PDI résidant dans les communautés d'accueil et dans les sites spontanés de la province du Nord-Kivu sont situés dans les territoires de Masisi (28%), Beni (21%), et Lubero (13%) (C2 & C3). En moyenne sur toute la province du Nord-Kivu, il est estimé que 56 pour cent des PDI sont des femmes et 44 pour cent des hommes. Parmi la population déplacée, 15 pour cent sont des enfants de moins de cinq ans (F6a). Dans l'ensemble du Nord-Kivu, les déplacements sont majoritairement liés aux attaques de groupes armés (97%) (F4). L'enquête rapporte que la grande majorité (79%) des PDI vivent dans des familles d'accueil.

Les principales zones de provenance des PDI actuelles sont les ZS de Mutwanga (191 mille individus), Masisi (172 mille), Mweso (135 mille), Oicha (106 mille), Rutshuru (100 mille), et Katoyi (86 mille) (F3). Parmi les personnes déplacées dénombrées dans des familles d'accueil, environ 11 pour cent des PDI (soit 203 mille) dans la province du Nord-Kivu sont originaires de la province de l'Ituri (F8). Certaines ZS se présentent majoritairement comme sources de déplacement (les PDI quittent cette zone pour trouver leur accueil ailleurs), alors que d'autres ZS

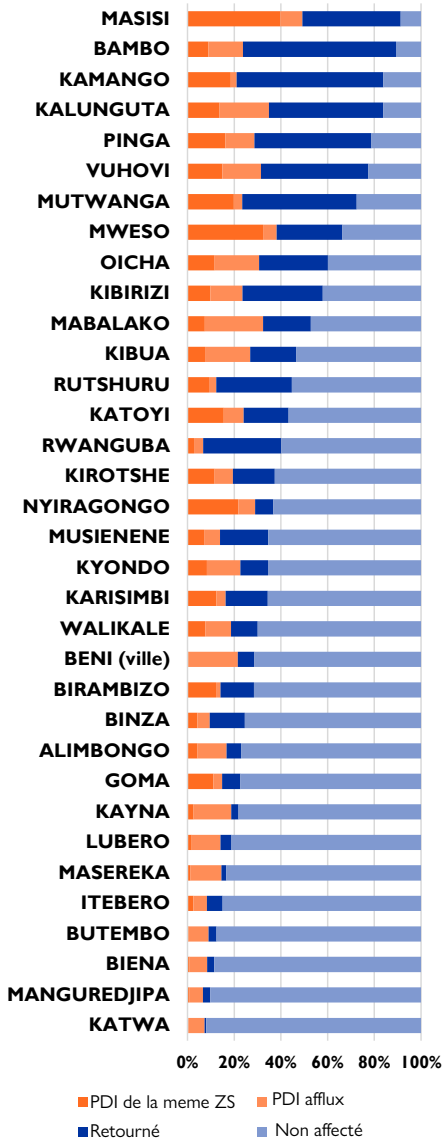
Carte 2: Nombre de PDI en famille d'accueil, par ZS (36 mois)



se présentent au contraire comme des zones accueillant les PDI en provenance d'autres ZS. Les plus grandes sources de déplacement sont : la province de l'Ituri (de laquelle plus de 203 mille personnes se sont déplacées vers le Nord-Kivu), les ZS de Mutwanga (134 mille), Rutshuru (68 mille) et Mweso (49 mille) (F3 & F8). Les ZS qui accueillent le plus de PDI en provenance d'autres ZS sont Beni Ville (qui accueille 131 mille PDI en provenance d'autres localités), Kayna (81 mille), Mabalako (61 mille), Katwa (41 mille), et Lubero (39 mille) (F3 & F8).

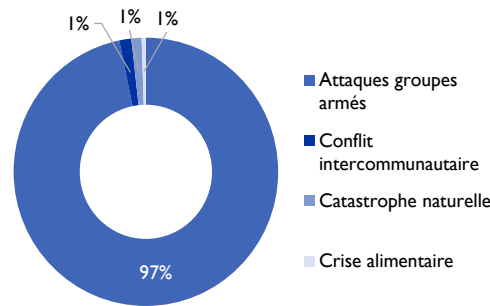
**Fig. 1: Indice de pression**

Représentation des mouvements de populations en termes de pourcentage de la population de la zone de santé (sur base des estimations de la DPS pour 2023). « Afflux » désigne les PDI en provenance d'une zone de santé différente de celle d'accueil. Les calculs concernent seulement les PDI en famille d'accueil.

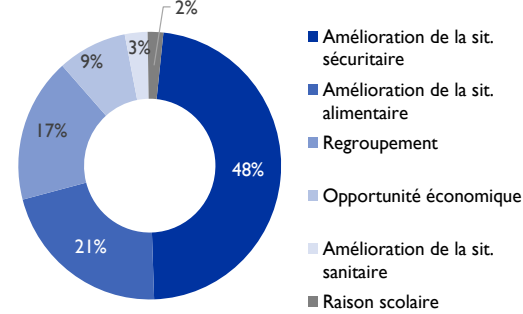


## DÉPLACEMENTS (SUITE...)

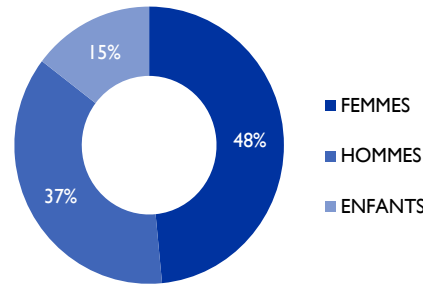
**Fig. 3: Raisons de déplacement**



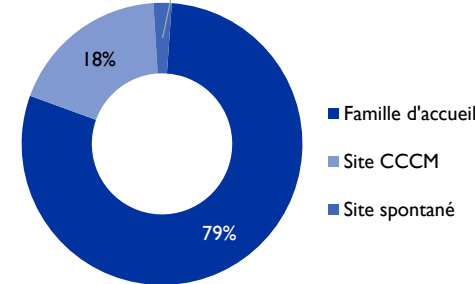
**Fig. 4: Raisons de retour**



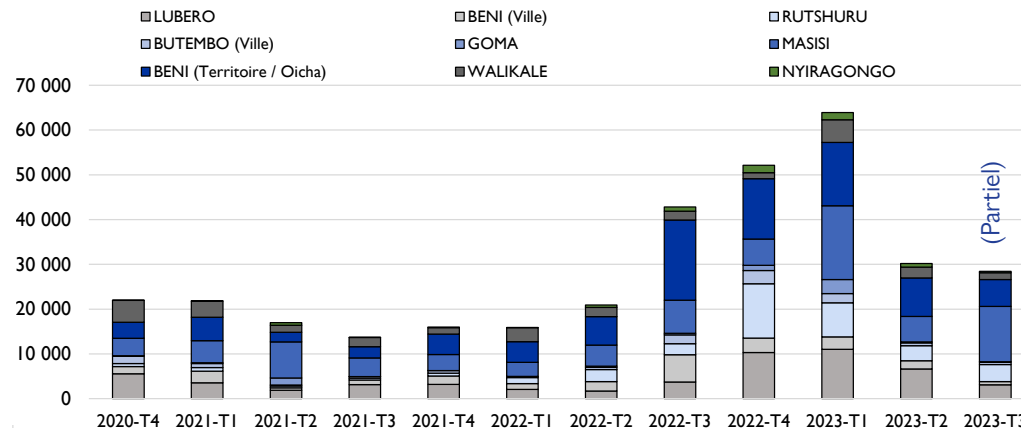
**Fig. 5: Démographiques (PDI)**



**Fig. 6: Démographiques (PDI)**

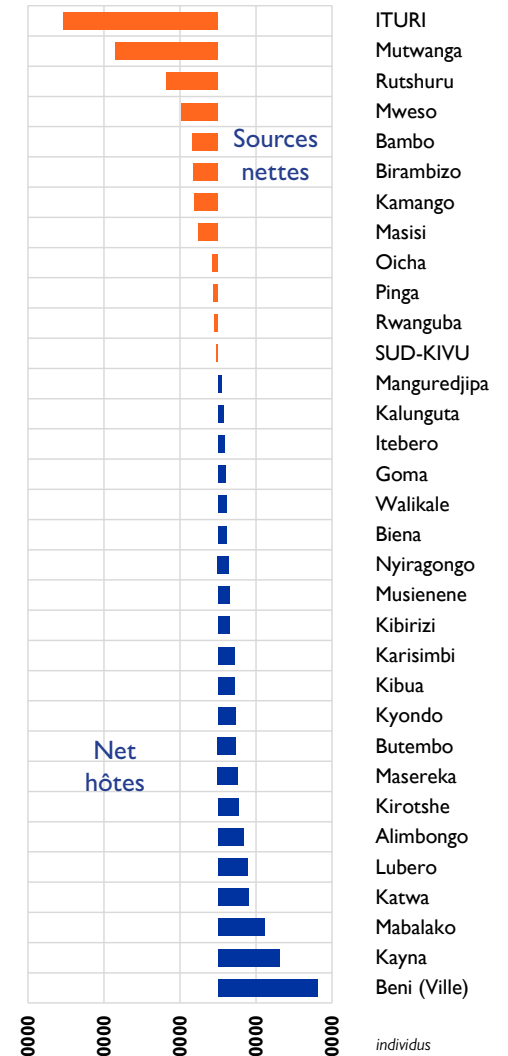


**Fig. 7: PDI en famille d'accueil par trimestre et territoire d'arrivé (ménages)**



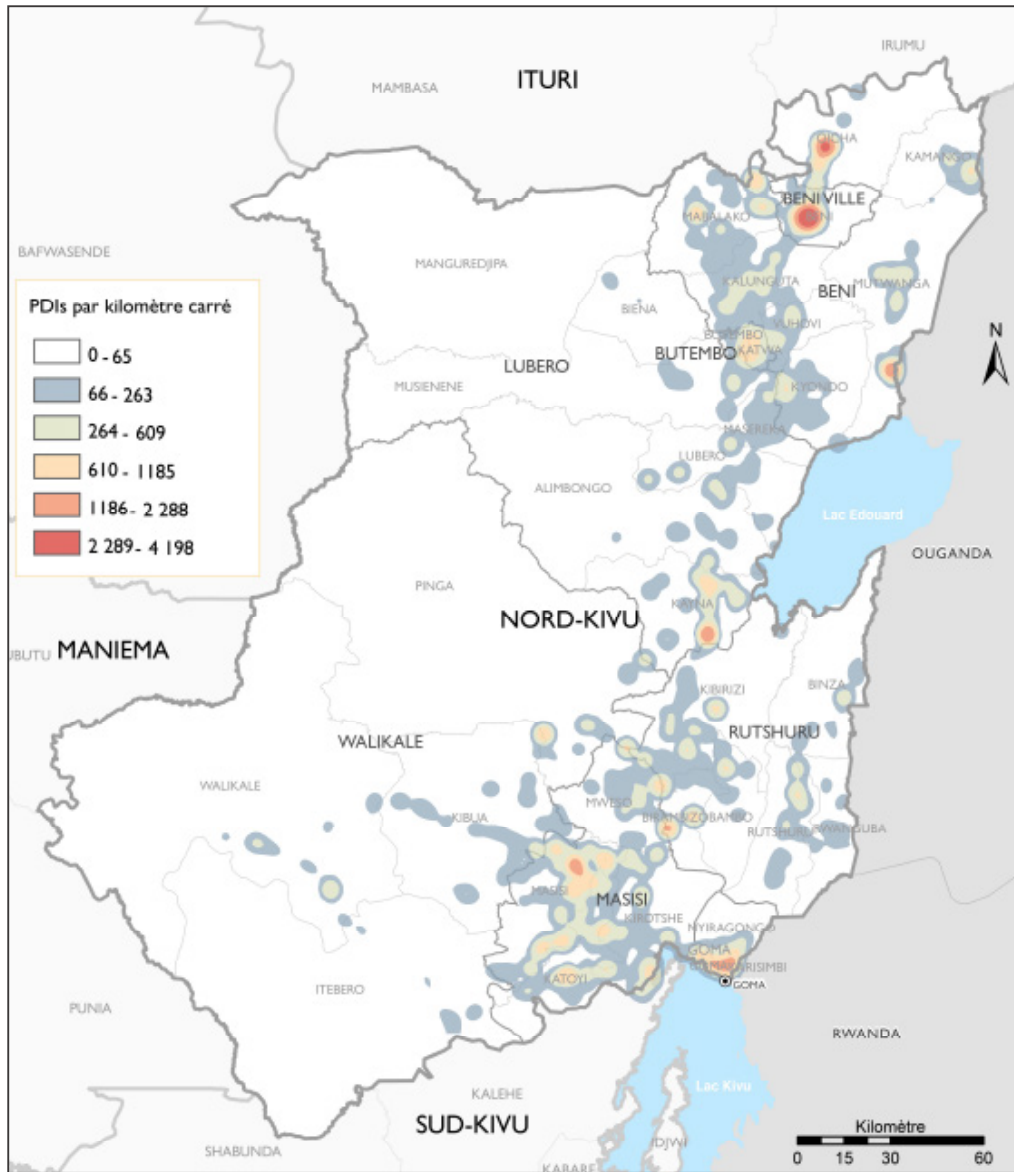
**Fig. 2: Analyse des flux (PDI)\***

Représentation nette des PDI (entrants dans la zone d'une autre zone moins les sortants de la zone vers une autre). « Source nette » indique qu'en général les PDI quittent cette zone pour trouver leur accueil ailleurs. « Hôte net » indique qu'en général, cette ZS attire et accueille des PDI en provenance d'autres zones.

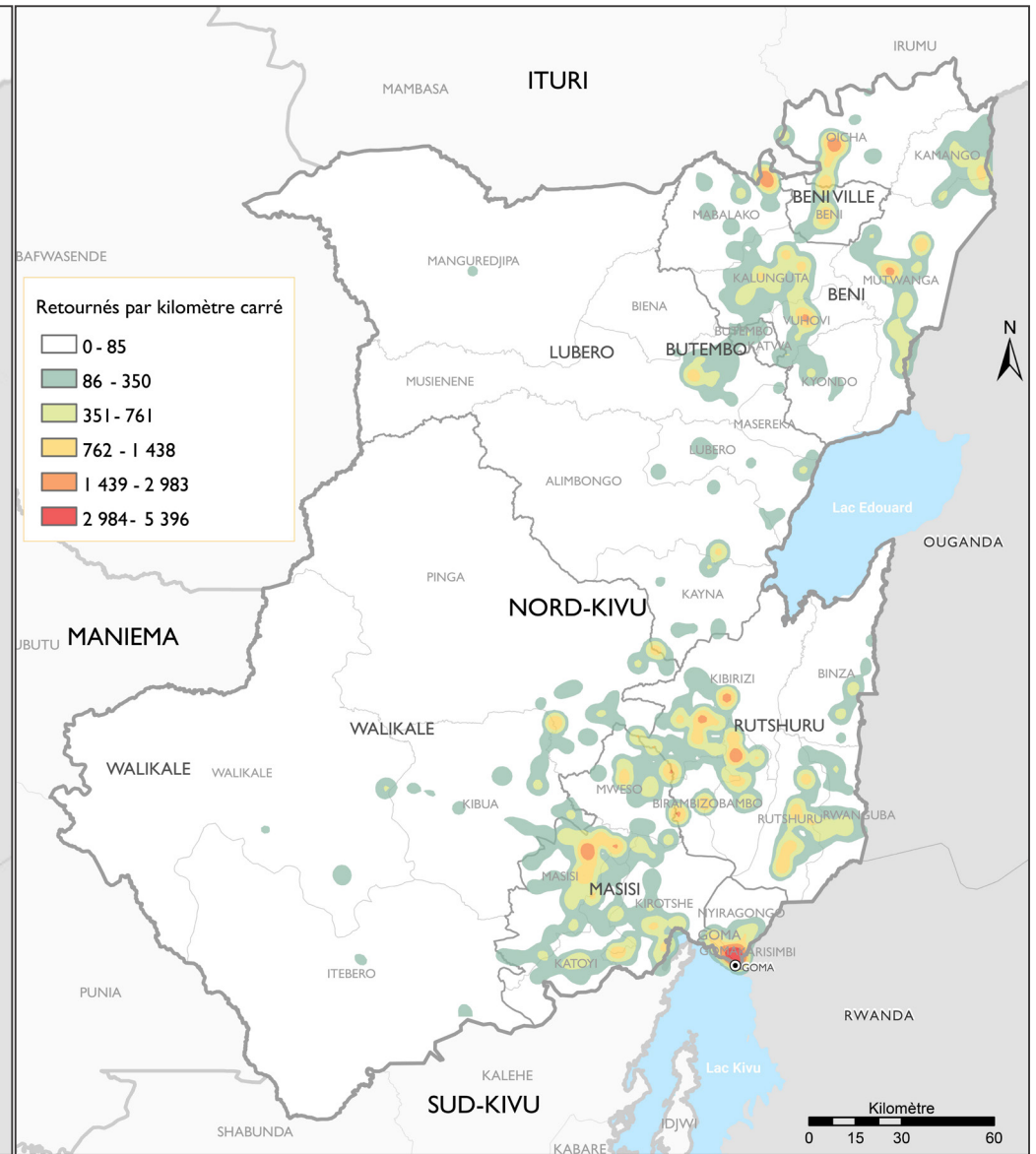


\*Les zones de santé du Nord Kivu sont en minuscule et les localités en dehors du Nord Kivu (autres provinces) en majuscule.

**Carte 3: Densité des PDI en famille d'accueil par km<sup>2</sup>**

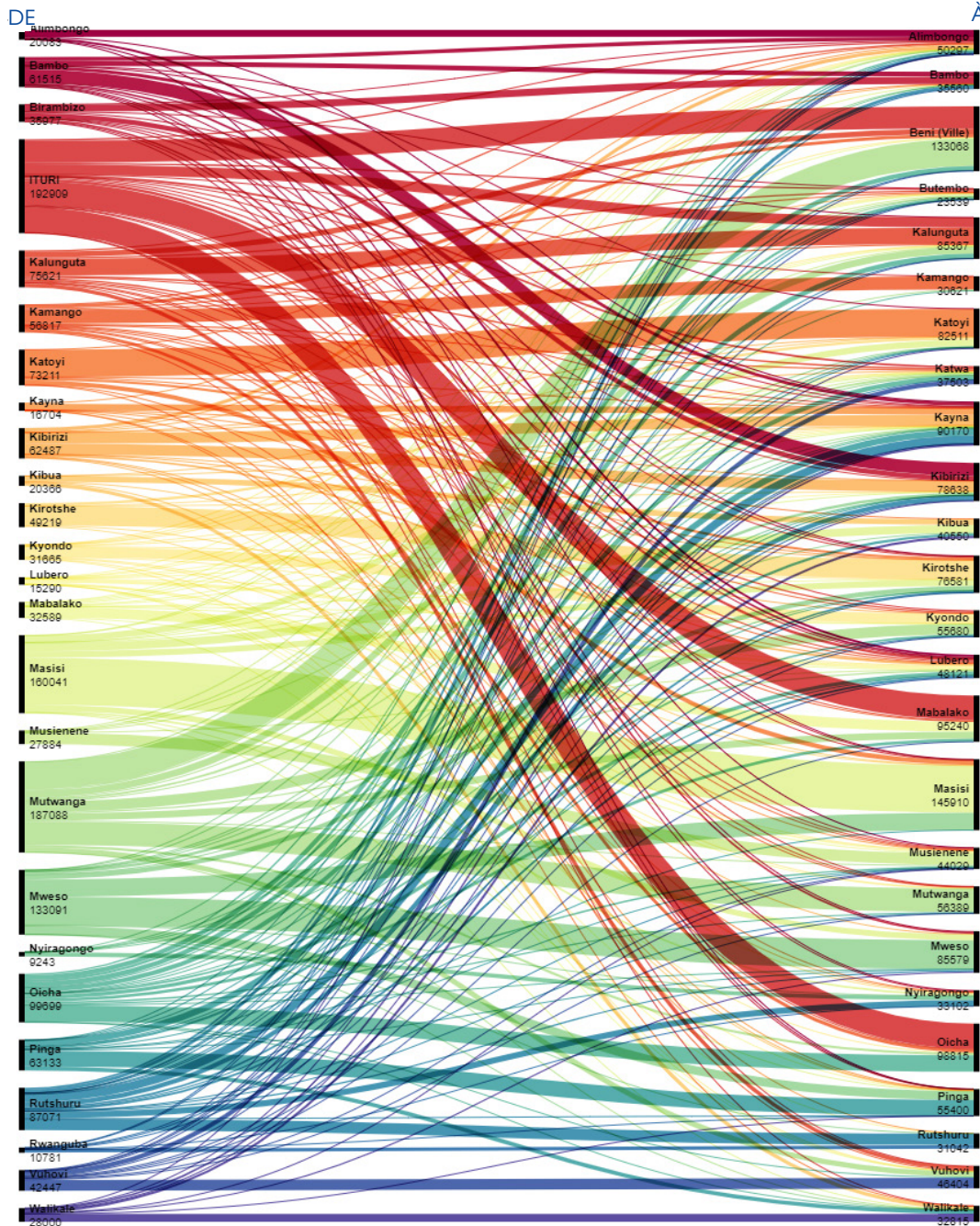


**Carte 4: Densité des PDI retournées par km<sup>2</sup>**

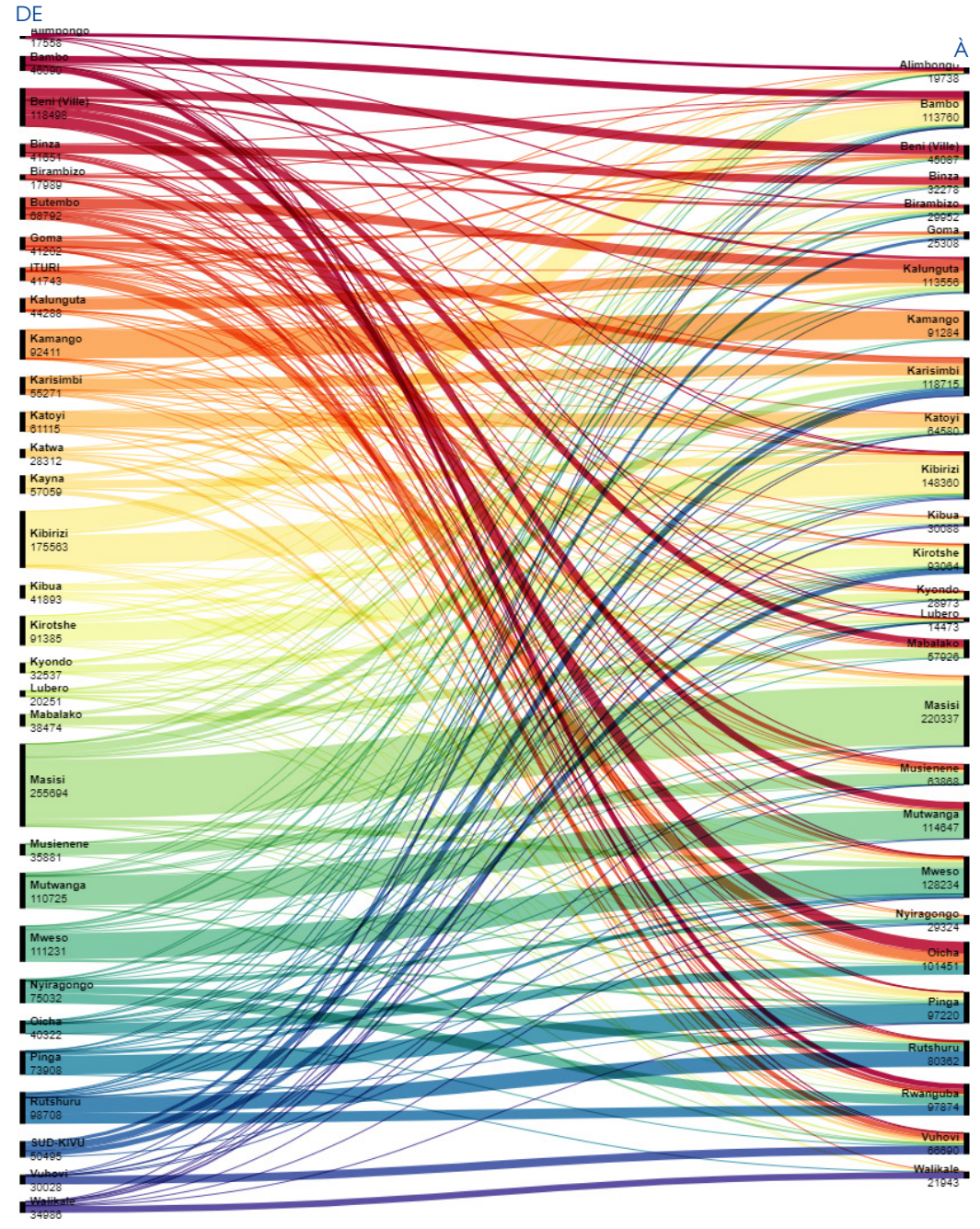


**Fig. 8: Flux des déplacements, provenance (gauche), accueil (droit)**

Note : Certains petits mouvements (<1%) ont été supprimés pour améliorer la lisibilité.

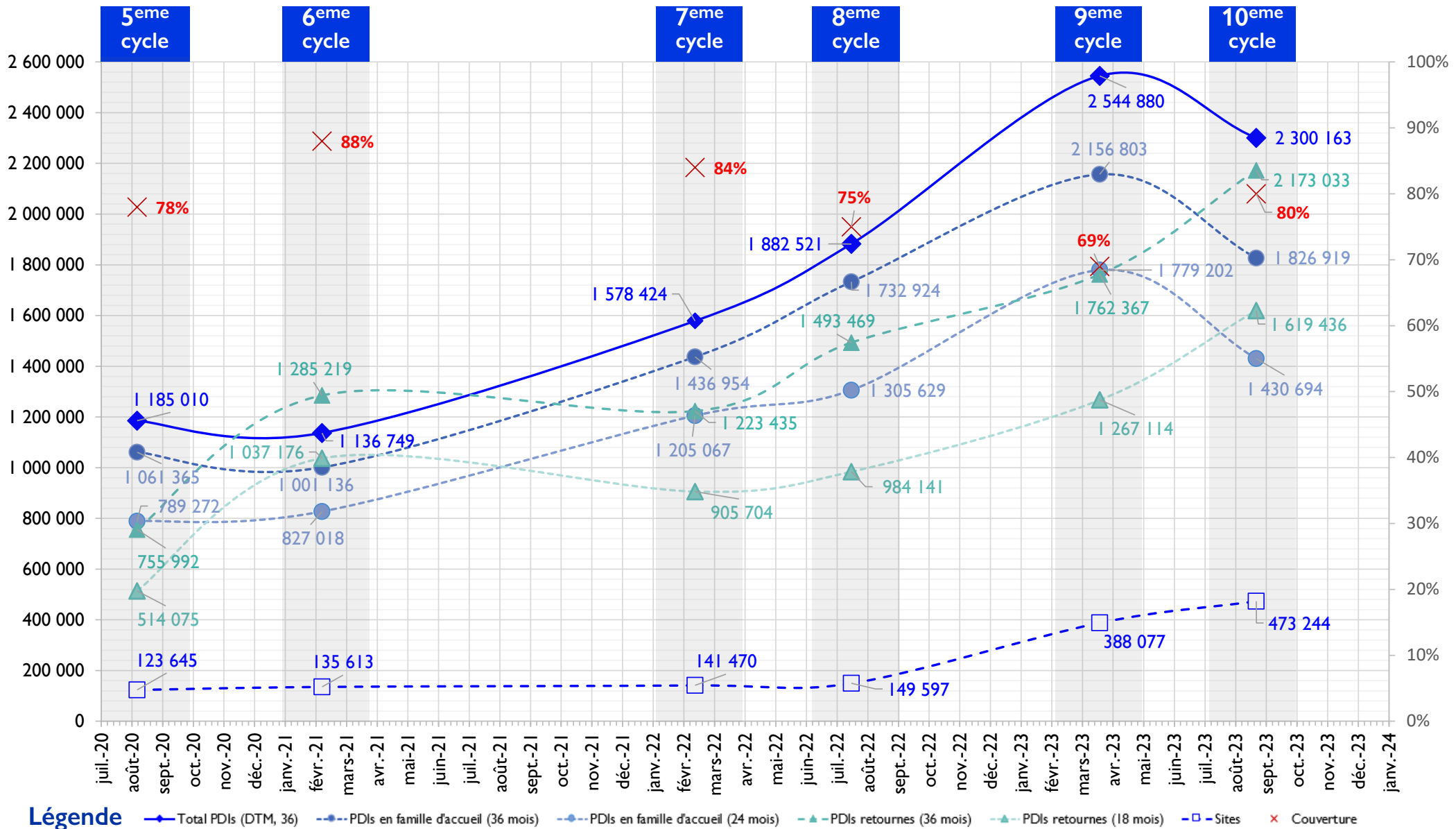


**Fig. 9: Flux des retours, provenance (gauche), accueil (droit)**



# Fig. 10: Résultats de la DTM

Cliquez sur le cycle (5, 6, 7, 8 ou 9) pour consulter les rapports et les données des cycles précédents.



# MOUVEMENTS DE RETOUR

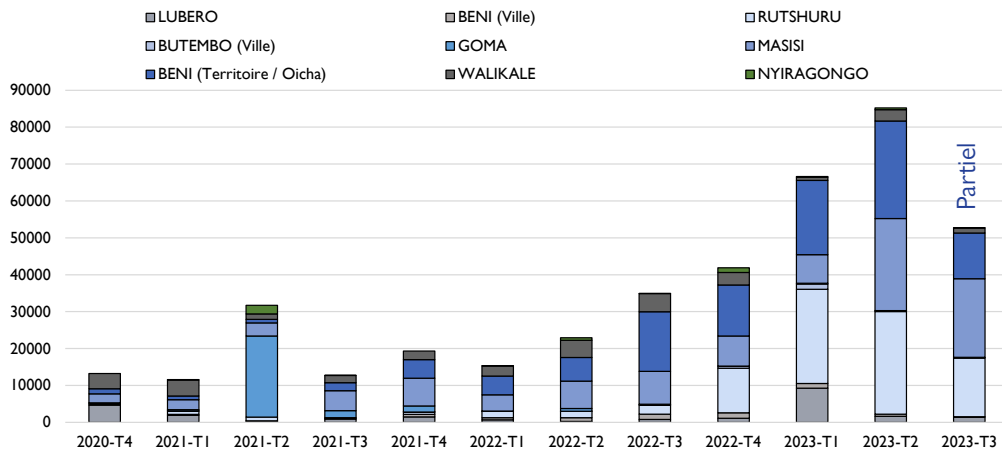
Selon les données recueillies à travers cette évaluation, 2 173 033 personnes déplacées ont regagné leur village de provenance, en province du Nord-Kivu, au cours des trois dernières années.

Cela représente une augmentation de 23 % de la population des retournés par rapport à l'évaluation précédente, au cours duquel 1 762 367 personnes avaient été identifiées. Parmi les 1 080 683 retours en 2023, la majorité ont eu lieu dans les ZS de Kibirizi (124 mille), Bambo (104 mille), Mweso (88 mille), Masisi (79 mille), Mutwanga (72 mille), Kirotshe (70 mille), et Kalunguta (67 mille). Les ZS majoritairement affectées par les mouvements de retour au cours des trois dernières années sont les ZS de Masisi (221 mille individus), Kibirizi (148 mille), Mweso (135 mille), Kalunguta (121 mille), et Karisimbi (120 mille) (C5 & F9). Les principales raisons attribuées aux retours sont l'amélioration de la situation sécuritaire (48%), l'amélioration de la situation alimentaire (21%), le regroupement familial (17%), la présence d'opportunités économiques (9%), l'amélioration de la situation sanitaire (3%) et les raisons scolaires (2%) (F5).

En moyenne sur toute la province du Nord-Kivu la DTM estime que 56 pour cent des PDI retournées sont des femmes et des filles et 44 pour cent des hommes et des garçons. Parmi les PDI retournées, il est estimé que 15 pour cent sont des enfants de moins de cinq ans. Les retournés représentent une proportion importante de la population totale de certaines zones, ce qui pourrait augmenter la pression ressentie par la communauté hôte. Les ZS comptabilisant les plus forts taux de retournés sont : Bambo (66%), Kamango (63%), Pinga (50%), Mutwanga (49%), Kalunguta (49%), Vuhovi (46%), et Masisi (42%) (F2 & F9).

Selon les données recueillies à travers cette évaluation, en moyenne, environ 90 mille individus par mois sont retournés dans la province du Nord-Kivu au cours des 18 derniers mois. La province de l'Ituri (203 mille), et les ZS de Mutwanga (191 mille), Masisi (172 mille), Mweso (135 mille), Oicha (106 mille), Rutshuru (100 mille), et Katoyi (86 mille) sont les zones avec le plus fort taux de retours potentiels sur base des provenances des PDI actuelles (F8).

Fig. 11: Ménages retournés par trimestre et territoire d'arrivée



Carte 5: Nombre de PDI retournées, par ZS (36 mois)

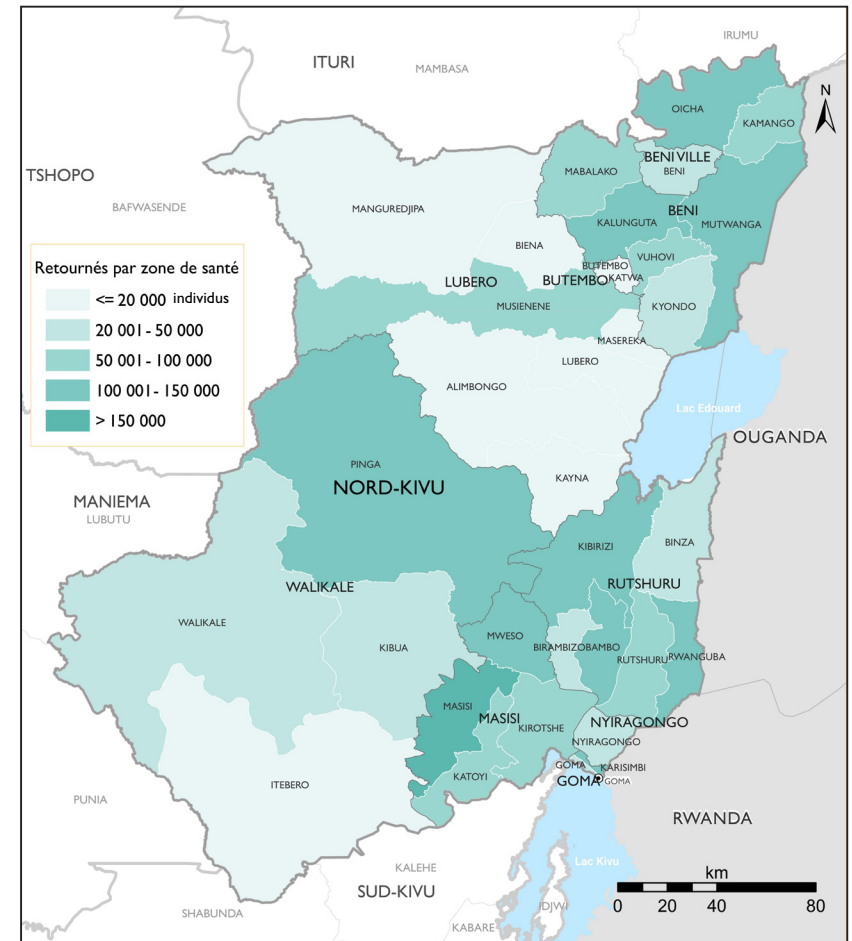
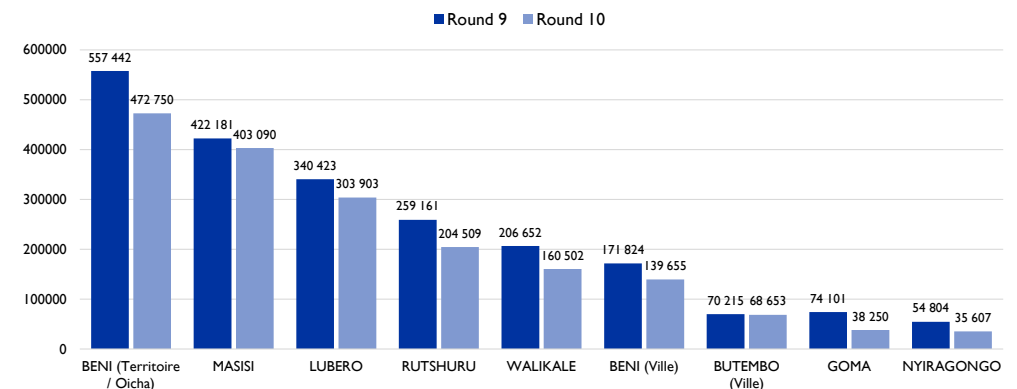


Fig. 12: Évolution du nombre de PDI depuis la dernière évaluation



**Tableau 1: Perceptions des besoins prioritaires**

TERRITOIRE	ZONE DE SANTE	EAU-POTABLE	SANTE	VIVRES	EDUCATION	AGR	ROUTES	APPUI AGRIC.	AME	ABRIS	H-et-A	PROTECTION
BENI (Territoire / Oicha)	KYONDO	3.6	2.5	1.1	1.9	1.2	2.0	1.2	0.9	0.4	0.2	0.1
	KAMANGO	3.0	3.6	1.3	1.8	0.2	1.5	0.3	1.1	1.1	1.0	0.0
	MUTWANGA	3.1	3.5	1.2	2.3	1.0	1.5	0.6	0.8	0.4	0.4	0.3
	VUHOVI	2.7	2.8	2.1	1.7	1.0	1.3	0.8	1.0	0.4	0.5	0.6
	MABALAKO	2.7	3.3	1.9	1.9	1.3	1.5	0.8	0.7	0.3	0.3	0.2
	KALUNGUTA	2.3	3.0	1.2	2.1	1.6	1.9	0.7	0.7	0.3	0.6	0.5
OICHA	2.8	3.6	2.7	1.8	1.4	0.8	0.4	0.7	0.4	0.2	0.3	
BENI (Ville)	BENI (ville)	3.4	2.6	2.2	1.2	1.7	2.0	0.6	0.3	0.3	0.4	0.1
BUTEMBO (Ville)	BUTEMBO	3.8	2.0	0.5	1.4	2.1	2.2	0.4	0.2	0.1	1.7	0.6
	KATWA	3.7	2.2	0.6	1.5	2.0	2.2	0.5	0.2	0.2	1.3	0.6
GOMA	KARISIMBI	3.7	1.7	1.5	1.5	1.5	1.6	0.0	0.2	0.2	2.3	0.8
	GOMA	3.3	2.3	1.5	1.8	1.5	1.2	0.0	0.2	0.1	2.2	0.9
LUBERO	MANGUREDJIPA	3.3	2.3	0.2	2.7	1.3	3.4	1.0	0.1	0.0	0.3	0.3
	BIENA	3.1	2.6	0.2	1.7	1.8	2.9	1.2	0.2	0.8	0.2	0.3
	MUSIENENE	2.8	2.0	1.7	1.8	2.1	1.7	1.5	0.5	0.4	0.5	0.3
	MASERKA	2.8	1.9	1.2	1.3	1.9	2.0	1.8	0.6	0.4	0.7	0.4
	KAYNA	2.5	2.7	2.6	1.6	1.6	0.9	1.2	1.0	0.7	0.1	0.1
	ALIMBONGO	2.3	3.1	2.2	1.9	1.3	1.5	0.8	1.1	0.3	0.1	0.2
MASISI	LUBERO	2.3	3.0	1.7	1.6	1.8	2.0	1.2	0.8	0.2	0.2	0.2
	KATOYI	2.9	2.9	2.5	0.8	0.7	0.7	0.5	1.5	1.6	0.4	0.6
	KIROTSHE	2.2	2.4	2.2	1.2	1.1	1.6	1.7	0.7	0.4	0.5	1.0
	MASISI	2.1	1.9	2.5	1.1	1.6	0.9	0.6	1.6	2.0	0.5	0.2
NYIRAGONGO	MWESO	1.4	1.5	2.7	1.6	1.0	0.9	1.0	1.4	1.8	1.2	0.6
	NYIRAGONGO	3.6	2.0	2.3	1.2	1.4	1.1	0.2	0.8	0.6	1.2	0.7
RUTSHURU	BAMBO	2.7	3.0	2.2	0.7	0.8	0.3	0.8	1.5	2.4	0.1	0.5
	RWANGUBA	1.8	2.2	2.2	2.0	1.7	1.1	1.1	1.1	0.8	0.6	0.4
	KIBIRIZI	1.9	2.4	2.8	1.3	1.5	0.9	0.4	2.0	1.4	0.2	0.3
	BIRAMBIZO	2.3	2.4	2.4	0.8	1.1	0.1	0.9	1.9	2.1	0.1	0.9
	BINZA	1.1	2.7	2.3	2.0	2.0	0.6	0.9	0.9	0.6	1.0	0.9
WALIKALE	RUTSHURU	0.7	3.0	2.1	2.3	1.8	0.4	1.2	1.8	0.3	0.4	1.0
	ITEBERO	4.1	3.5	1.0	1.7	2.1	0.3	1.4	0.1	0.4	0.3	0.1
	WALIKALE	3.4	2.8	0.9	2.0	2.3	1.1	0.8	0.4	0.3	0.8	0.1
	KIBUA	3.0	3.2	0.9	1.9	0.5	2.1	0.6	1.1	1.3	0.4	0.1
MOYENNE	PINGA	2.7	3.0	0.8	2.1	0.6	1.9	0.7	0.7	1.5	0.9	0.1
	MOYENNE	2.7	2.5	1.7	1.6	1.5	1.5	0.9	0.9	0.7	0.6	0.4

\* AGR = Activités génératrices de revenus, AME = Articles ménagers essentiels

## ACCÈS AUX SERVICES

Dans l'ensemble des villages évalués dans la province du Nord-Kivu, 49 pour cent des informateurs clés ont déclaré avoir accès à une école et 48 pour cent à un centre ou à un poste de santé. Ces pourcentages sont semblables à ceux rapportés lors de la dernière évaluation effectuée entre février et mai 2023. La majorité des villages évalués dans les territoires de Masisi (70%), Walikale (62%), Nyiragongo (59%), et Lubero (59%) ont aussi signalé ne pas avoir accès aux services de santé (F11). Selon les informateurs clés, 71 pour cent des villages ont rapporté avoir accès à au moins un réseau téléphonique. Au niveau provincial les réseaux mobiles les plus accessibles, selon les informateurs clés, sont Airtel (68% de villages), Vodacom (58%), Orange (53%), et autres (2%, services transfrontaliers). Selon les résultats de l'évaluation, ce n'est que dans le territoire de Walikale que la majorité (61%) des villages évalués n'ont pas accès à un réseau mobile.

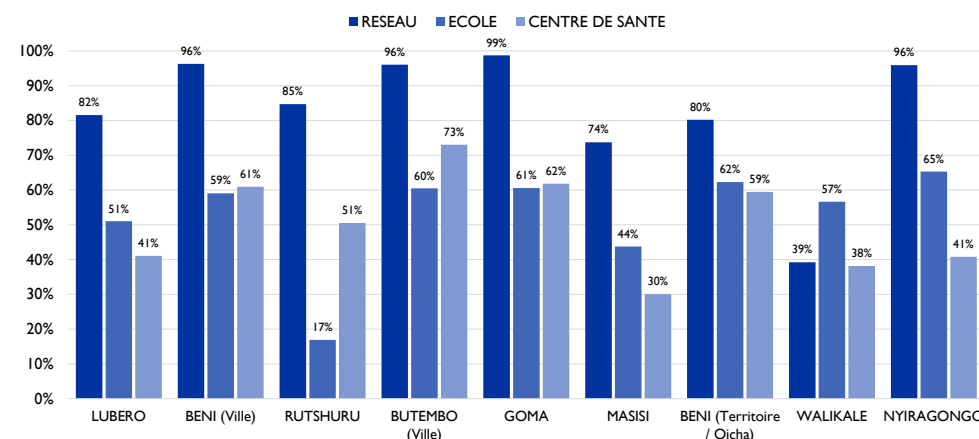
## ANALYSE DES PERCEPTIONS DES BESOINS

Selon les réponses fournies par les informateurs clés, l'eau potable (1), les soins de santé (2), et les vivres (3) ont été classés comme étant les trois besoins les plus prioritaires. Néanmoins, d'après les réponses des informateurs clés, les besoins prioritaires varient considérablement d'une zone de santé évaluée à une autre. Alors que l'eau potable était considérée comme le besoin prioritaire en moyenne dans toute la province, les soins de santé étaient relativement plus prioritaires dans le territoire de Beni (Territoire), à l'exception de la zone de santé de Kyondo (Tableau 1).

Alors que l'hygiène et l'assainissement n'étaient pas hautement prioritaires dans l'ensemble de la province, ils étaient considérés comme des besoins relativement prioritaires en moyenne dans les territoires urbains de Butembo (ville) et de Goma. Il a également été observé que les besoins humanitaires, y compris les Articles Ménagers Essentiels (AME), les abris et les vivres, étaient relativement prioritaires dans certaines parties des territoires de Rutshuru, Masisi et Walikale, par rapport à d'autres parties de la province. Les articles ménagers essentiels étaient relativement prioritaires dans les zones de santé de Kibirizi, Birambizo et Rutshuru, dans le territoire de Rutshuru.

Pour plus d'informations sur la construction des indicateurs selon le modèle « Borda », prière de consulter la section sur la méthodologie.

**Fig. 13: Présence de services par les territoires évalués**





# MÉTHODOLOGIE

Le suivi de la mobilité vise à quantifier les mouvements de population, les raisons du déplacement, la durée du déplacement et les besoins avec une fréquence qui saisit la dynamique de la mobilité. Cette composante est bien adaptée à la quantification des groupes de personnes, qu'il s'agisse de personnes déplacées ou retournées à l'intérieur d'un pays. Son approche est adaptable : elle peut être légère ou approfondie selon la phase et les besoins de la réponse, et augmente souvent en profondeur et en détail au fil des cycles successifs.

Le suivi de la mobilité peut être établi rapidement et convient pour couvrir de vastes zones, y compris à l'échelle nationale. Il est mieux adapté aux populations ayant un certain niveau de base de stabilité et de prévisibilité du lieu, plutôt que pour les populations très mobiles. Cependant, les mouvements d'entrées et de sorties sont régulièrement captés, et le suivi des urgences (Emergency Tracking Tool, « ETT ») mis en place en RDC peut compléter et atténuer cette limite. Le suivi de la mobilité vise à évaluer tous les villages de la zone géographique ciblée (que ce soit pour les milieux urbains, les « avenues » ou les « quartiers »). Des listes indicatives de villages sont établies à partir des enquêtes précédentes, lorsqu'elles sont disponibles, ou depuis les villages de la pyramide sanitaire de la DPS. Sur la base de ces listes, les enquêteurs mènent des évaluations dans chacun des villages ciblés et rajoutent tout autre nouveau village découvert sur le terrain, mais ne figurant pas sur la liste initiale. Ces listes de villages ciblés sont donc amenées à évoluer dans le temps. Les évaluations des villages sont menées par le biais d'observations directes et d'entretiens avec des informateurs clés (ICs). A noter que tout entretien nécessite un minimum de trois ICs. Si la plupart des entretiens ont lieu dans le village évalué, les villages peu sûrs ou inaccessibles peuvent être évalués à distance, par l'intermédiaire d'ICs connaissant bien le lieu. Certains villages peuvent être considérés comme désormais « non existants », ayant été détruits, abandonnés ou vidés de leur population, et le moment de cet événement est une donnée importante à prendre en compte. La DTM veille à éviter tout « double comptage ». Ainsi, dans le cas où un groupe d'ICs répond au nom de la localité, tandis qu'un autre répond au nom d'un village de cette même localité, l'évaluation s'assurera à ne pas comptabiliser le deuxième cas.

La DTM cible une couverture d'au moins 80 pour cent des villages. Dans les cas où la DTM ne couvre pas tous les villages de la liste, les informations disponibles les plus récentes pour les villages non couverts ont été rajouté. Cependant, à moins que l'équipe d'analyse sache que la couverture a été fortement affectée par des problèmes opérationnels dans une zone donnée, les données des cycles précédents pour les villages qui n'ont pas pu être couverts sans évaluation et explication détaillée ne seront pas substitués. Cette pratique est principalement mise en place pour éviter un double comptage dans les cas où ces villages ont été rendus inaccessibles en raison de l'insécurité. Généralement il est supposé qu'une grande partie des populations déplacées ou retournées qui y résidaient auparavant ont été déplacée à nouveau vers d'autres villages qui ont été couvertes. Les évaluations des mouvements a débuté il y a trois ans et s'est poursuivie pendant 12 trimestres (soit 36 mois). La présence des personnes déplacées et retournées arrivées avant la date d'évaluation ne fait pas l'objet d'une évaluation systématique lors des exercices de collecte. Néanmoins, les données des évaluations précédentes et les relations (par exemple, la modélisation de ces « non retournés » via les taux de retours récents qui ont été déplacés pendant plus de 3 ans) peuvent être utilisés pour estimer leur nombre. Les mouvements de population sont ventilés par trimestre d'arrivée. Cela permet aux partenaires d'utiliser la base de données publiques pour évaluer les mouvements sur une période précise (e.g. les derniers 12 mois en particulier). La DTM prend soin de relier l'arrivée des personnes déplacées ou retournées dans un village à un village de provenance, et presque toutes les arrivées sont liées à une zone de santé de provenance définie. Le lien élargi des sources de mouvements de population est à la base de la matrice de suivi des déplacements, destiné à la fois à analyser les flux pour mieux comprendre les facteurs de déplacement, la pression démographique et le potentiel pour les mouvements à venir.

La DTM continue de renforcer et d'améliorer ses procédures de contrôle afin d'assurer la plus grande fiabilité des chiffres, notamment en ce qui concerne le nombre de PDI et de retournées. Une triangulation systématique des populations déplacées signalées est mise en oeuvre en utilisant un système d'échantillonnage. Plus le nombre de personnes déplacées dans un village est élevé, plus il est probable que les chiffres rapportés seront directement triangulés par le personnel du DTM. Comme pour la répartition de la population générale, les populations déplacées sont généralement concentrées dans 10 à 20 pour cent des villages, la plupart des villages signalant que peu ou

pas de personnes déplacées. En pratique, cela signifie qu'en concentrant les triangulations directes sur deux à cinq pour cent des villages (selon l'ampleur de l'exercice), la triangulation peut se faire directement sur une proportion importante des PDI signalées à l'origine. L'OIM cherche à optimiser son efficacité et sa rapidité en concentrant son attention là où elle aura le plus d'impact sur la crédibilité de nos chiffres. Dans les villages où le nombre de PDI signalées restent important et où la DTM n'est pas en mesure de procéder à une triangulation directe, il est possible d'utiliser les résultats des triangulations directes pour informer les triangulations indirectes des autres rapports. De plus, l'imputation peut être utilisé avec la moyenne par rapport au nombre d'hommes, de femmes et d'enfants dans un village donné s'il y a eu une erreur dans la collecte ou si les ICs ont signalé ne pas savoir les répartitions démographiques.

La DTM essaie également d'améliorer la connaissance sur les besoins des populations affectées en menant des évaluations dans la communauté d'accueil et dans les sites. Le calcul se fait de la manière suivante : les ICs sont sollicités à donner leur avis sur les cinq besoins les plus pressants, par ordre de priorité. Les besoins reçoivent des points à l'inverse de leur ordre de priorité, et les points de chaque catégorie de besoin sont désormais agrégés (i.e. « Borda Count »). Un score de cinq (maximum, 5) indique que tous les informateurs clés dans la ZS ont classé le besoin en première priorité. Un score de zéro (minimum, 0) indique qu'aucun informateur clé n'a classé le besoin parmi les cinq les plus prioritaires. La moyenne est pondérée en fonction du nombre de villages évalués dans la zone de santé. Lors de la collecte sur tablette, les choix apparaissent en nouvel ordre aléatoire pour chaque enquête afin de minimiser tous biais structurels de sélection.

*La citation suivante est requise lors de l'utilisation des données et des informations contenues dans ce rapport et ce produit d'information : "Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), 31 octobre 2023. DTM République Démocratique du Congo (RDC) - Nord Kivu : Enquête de base de suivi de mouvements de populations (10ème cycle). IOM, Democratic Republic of the Congo." Pour plus d'informations sur les termes et conditions des rapports et produits d'information DTM, veuillez vous référer à : <https://dtm.iom.int/terms-and-conditions>.*

PUBLICATION : 31 OCTOBRE 2023

POUR PLUS D'INFORMATIONS, CLIQUEZ :



SITE INTERNET



BASE DE DONNÉES



E-MAIL

LES ACTIVITÉS DE LA DTM EN NORD-KIVU SONT SOUTENUES PAR :



**USAID**  
DU PEUPLE AMERICAIN



**Cofinancé par  
l'Union européenne**